

LA COMMUNE DE PARIS

MONITEUR DES CLUBS

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ, SOLIDARITÉ.

S'adresser pour l'administration au citoyen SONRIER, directeur-gérant ;
Pour la rédaction au citoyen CAHAIGNE, rédacteur en chef, au bureau du Journal, rue de Rivoli, 46. (Affranchir.)

Paris, 8 avril.

Elections à l'Assemblée constituante.

CANDIDATURES.

Nous commençons la nomenclature des candidats sérieux. Tous ceux dont les noms suivent nous sont personnellement connus, non pas depuis hier, mais depuis longues années. Tous ont pris part aux luttes si rudes que nous avons soutenues contre les ennemis du peuple. Nous avons vu à l'œuvre les républicains éprouvés dont le courage n'a jamais fait défaut ; c'est pourquoi nous les recommandons à toute l'attention des électeurs devant lesquels ils se présentent.

SEINE-ET-OISE.

Philippe-Auguste JEANRON,
directeur du Musée national.

« Je dois vous dire d'où je viens, où je vais et qui je suis. Je suis fils d'ouvriers ; mon grand-père a monté à l'assaut de la Bastille, et peu de temps après il est allé mourir dans les défilés de l'Argonne, les deux cuisses emportées par un boulet. Mon père, encore apprenti, orphelin abandonné à quatorze ans, a été accueilli parmi les volontaires de la République, et jusqu'à 1815 il a été soldat.

« Pendant sept ans il a été prisonnier de guerre sur les pontons anglais. Mon enfance a partagé sa dure captivité. Il m'a appris son métier dans les prisons de l'Angleterre ; il m'y a voué au travail, aux bonnes mœurs, à l'amour de la patrie, au dévouement et à l'espérance. Depuis, sous ses yeux, sans secours aucuns, sans maîtres, sans école, sans dépense d'argent, j'ai appris comme j'ai pu, dans la pauvreté, deux arts difficiles. Tous mes tableaux et tous mes écrits ont été consacrés au service de la cause populaire.

« Avant 1830 j'appartenais déjà à l'armée des patriotes militants. En 1830 j'ai été décoré de la croix de Juillet. J'ai été appelé à tous les conseils et à toutes les luttes de l'opinion républicaine par Buonarroti, Voyer d'Argenson, Trélat, Guinard, Charles Teste, Arago, Recurt, Marrast, Flocon, Beauséjour, Buchez, Audiat, Lebon, Cahaigne et tous les énergiques citoyens qui sont morts ou qui vivent pour la liberté. J'ai été l'ami de Godefroy Cavaignac....

« Je n'ai fait défaut à aucun danger dans les jours d'action, en juillet, en juin, en février. Je n'ai cédé à aucune séduction dans les jours de tristesse et d'attente. J'ai vécu dans la pauvreté et comme artiste et comme écrivain. Pendant vingt ans je n'ai rien accepté du gouvernement tombé. J'ai aujourd'hui quarante ans.

« Je défendrai tous les droits de l'homme, tous les droits du citoyen, tous les droits du peuple.

« La répartition équitable de l'impôt ; la liberté d'association, de la presse et de tous les modes de manifestation de la pensée, sauf répression légitime par un jury populaire ; l'incorporation de tous les citoyens dans la garde nationale, désormais chargée du maintien de l'ordre dans la cité ; la justice gratuite ; le principe électif introduit partout où il pourra être appliqué. Sympathie et concours à tous les peuples qui entreront dans la voie glorieuse où nos pères et nos frères martyrs de la liberté nous ont lancés.

« En résumé, citoyens, si vous voulez pour vous représenter à l'Assemblée nationale constituante un homme indépendant par habitude et par caractère, ami passionné de la gloire et de la prospérité du pays, économe du sang et des sueurs du peuple, initié à ses souffrances et à ses besoins, irrévocablement décidé à ne mettre son mandat au service d'aucun intérêt particulier ou local,

« Je vous demande vos suffrages.

« Vive la République !

« PHILIPPE-AUGUSTE JEANRON. »

DUPOTY,

ancien rédacteur du Journal du Peuple.

Il serait superflu d'énumérer ici les titres de cet homme de bien, victime innocente si durement frappée par une cour vendue à l'homme que nous avons brisé. La complicité morale, dont on se sert pour le condamner, restera comme une de ces monstruosités auxquelles l'inquisition elle-même n'avait pas songé.

Voici quelques lignes de la profession de foi de Dupoty :

« Pendant mon incarcération, je revendiquai le droit d'être ramené à Paris pour soutenir, en cour d'assises, un procès qui était mis au rôle. Mais, par déni de justice, le pouvoir s'y refusa. Il savait bien qu'il perdrait sa cause, car il s'agissait d'assassinats prouvés, de charges exécutées par les gardes municipaux, sur la place du Châtelet, et par des assommoirs à gages, sans les sommations voulues par la loi.

« Sorti vers la fin de 1844 de l'hôpital de Tours, où j'avais été transféré malade des prisons de la citadelle de Doullens, et sorti par la porte d'une amnistie prétendue qui, en brisant les barreaux de ma geôle, continuait de me priver de mes droits et de ma liberté en m'interdisant, entre autres, le séjour de Paris et de Versailles, je n'hésitai pas à résister formellement à ces injonctions du pouvoir, et j'adressai ensuite au ministère une lettre que les secrétaires du cabinet particulier de celui de mes amis qui dirige aujourd'hui

le département de l'intérieur pourront retrouver dans les cartons de M. Duchâtel.

« J'ai accepté, lui disais-je, une condamnation grosse de menaces et d'enseignements pour le pays. J'ai dû exécuter un arrêt au bout duquel étaient des baïonnettes et des verroux. Mais maintenant qu'à la liberté morale que je n'ai jamais perdue, je joins ma liberté corporelle, je ne veux pas de votre prison au grand air ; je n'accepterai jamais la position légale du forçat libéré !

« Je resterai donc à Paris ; j'y ferai ce que j'ai toujours fait, de la presse légale dans l'intérêt de la cause démocratique, avec mes amis de LA RÉFORME.

« Si vous me disputez ce séjour, j'invoquerai, j'épuiserai tous les efforts du barreau, de la presse et de la tribune.

« Si vos juridictions me condamnent, j'entasserai avec orgueil vos ignobles condamnations en rupture de ban, et là du moins ma sœur, mes affections de famille, mes amis, mes livres pourront pénétrer sous mes verroux.

« Mais si par leur nature ces condamnations doivent m'éloigner de Paris, je résisterai de toutes mes forces à ceux qui viendront m'arracher de ma cellule, et, j'en fais le serment, ils n'enlèveront qu'un cadavre....

« A la première persécution, cette lettre, ainsi que mon testament, laissés en double à plusieurs amis et à un notaire, cette lettre sera publiée ; elle donnera une sanction irrévocable à l'engagement que je ne prends aujourd'hui que vis-à-vis de vous et de moi. Ce sera ma dernière protestation en faveur de la justice et de la liberté : heureux si, plus que ma vie, plus que ma captivité, ma mort peut être utile à la sainte cause à laquelle j'aurai alors sacrifié tout ce qu'on peut sacrifier au monde !

« 17 mai 1845. A. DUPOTY. »

SEINE.

VICTOR SCHÖELCHER,
sous-secrétaire d'État de la marine.

« Citoyens,

« J'aspire à l'honneur de vous représenter à l'Assemblée nationale.

« Je suis républicain depuis l'âge où l'on peut discerner le vrai du faux, le juste de l'injuste, le bien du mal. La République a toujours été pour moi le seul mode de gouvernement qui comportât les réformes sociales. Jamais je n'ai transigé avec la royauté ; jamais je n'ai voulu lui prêter serment ; j'ai combattu sans relâche son principe et ses œuvres fatalement mauvaises. La grande transformation qui s'opère glorieusement aujourd'hui, toutes les heureuses réformes qui vont bientôt s'accomplir, je les ai demandées dans la presse et dans quelques livres qui sont signés.

« La société a bien des plaies à guérir ; il faut que chacun se charge d'un mal, si je puis dire, pour le combattre pied à pied. Dans la mesure de mes forces, je me suis consacré à l'une des grandes réparations que l'humanité se devait à elle-même. J'ai provoqué l'émancipation de nos frères les hommes noirs, de cette race que les gouvernements monarchiques ont mise en esclavage et que la République va bientôt mettre en liberté. Cette tâche n'a point été exclusive pour moi, et ne m'a jamais empêché de songer à nos frères blancs ; dès que l'âge me l'a permis, j'ai travaillé à défendre les intérêts du pauvre, du prolétaire, des classes laborieuses, des opprimés. J'ai participé depuis vingt ans à la fondation et à la rédaction de tous les journaux qui leur étaient consacrés.

« Chaque homme, pour se gouverner dans la vie, se crée une loi, une doctrine, se fait une sorte de boussole morale qu'il regarde à mesure qu'il avance. Ma boussole morale a toujours été dans ces deux mots : LIBERTÉ, JUSTICE.

« Si vous m'appeliez à l'honneur de siéger à l'Assemblée nationale, j'y soutiendrais toutes les conséquences de la belle et généreuse révolution de 1848, dont le premier acte a été l'abolition de la peine de mort : souveraineté du peuple, organisation du travail dans les villes et les campagnes, ateliers publics et permanents pour les hommes et les femmes sans ouvrage, hôpitaux pour tous les malades, refuge pour les invalides de l'industrie et de l'agriculture, éducation gratuite répandue à profusion, administration de la justice à bon marché, impôts progressifs atteignant les rentiers et les prêteurs sur hypothèques, inviolabilité de la liberté individuelle, inflexible droiture dans les affaires publiques et privées, égalité politique et sociale, fraternité de tous les Français et de toutes les nations du globe. En attendant l'Assemblée nationale, dévouement absolu au Gouvernement provisoire.

« Vive la République ! »

Le citoyen Victor Schœlcher est un de ces hommes consciencieux que la fausseté ne visite jamais. Nous l'avons reçu en 1827 aux Amis de la vérité, et nul n'est resté plus fidèle que lui aux sentiments qui animaient cette loge fameuse.

ALLIER.

ASCAGNE AUDIAT,
docteur-médecin, commissaire général dans les départements de l'ouest.

« Voici mes titres à votre confiance :

« Je suis né parmi vous, et c'est de vous que je m'honorerais de tenir mon mandat. Vous avez connu ma famille, elle a donné des gages à l'opinion républicaine. Le père de ma mère, le conventionnel Petit-Jean, est mort au service de la République, à la suite d'une mission près l'armée des Alpes. Un de mes frères a été tué sur les barricades de juin. En 1815, j'étais parmi les volontaires des collèges qui voulaient défendre Paris contre l'invasion.

« Camarade d'études d'hommes que je m'honore d'avoir toujours eu pour amis, MM. Godefroy Cavaignac, son frère Eugène Cavaignac, gouverneur général de l'Algérie, Guinard, Thomas (du National), Trélat et d'autres que la République compte aujourd'hui parmi ses serviteurs les plus dévoués, je voulais comme eux l'affranchissement de la France, en repoussant les Bourbons de toutes les branches.

« Avec eux, je me rencontrai dans la Charbonnerie. En 1825, lors de la guerre d'Espagne et du passage de la Bidassoa, au moment où j'allais partir pour rejoindre Carrel, je fus arrêté et condamné à un an de prison et 10,000 fr. d'amende.

« En 1830 j'ai été décoré de la croix de Juillet.

« De 1830 à 1834 j'ai combattu le gouvernement issu de la révolution de Juillet avec toutes les sociétés populaires qui se formèrent à cette époque, avec tous les hommes qui, comme Trélat, Recurt, dont je suis resté l'ami, ne voulurent pas accepter un gouvernement avide et corrompu. J'étais secrétaire général de l'Association pour l'éducation du peuple, et en 1834 je siégeais avec Godefroy Cavaignac, Guinard, Recurt, Beauséjour, Voyer d'Argenson, de Ludre, au comité de la société des Droits de l'homme.

« Leur ami et leur complice en patriotisme, j'ai la conscience d'avoir été digne d'eux. »

Ascagne Audiart est digne à tous égards des suffrages de ses compatriotes. Complices, comme il le dit, et amis depuis vingt ans, nous avons toujours suivi la même voie. Son instruction sérieuse, l'étendue de son intelligence et la droiture de son cœur assurent à l'Assemblée constituante un digne représentant de la République.

Le *Courrier de la Gironde* voit avec peine que l'on destitue les juges de paix. Il ne connaît pas cet acharnement déplorable. *L'on se demande ce qu'ils ont pu faire pour mériter cette attention spéciale de messieurs nos dictateurs grands et petits.*

La question est naïve. L'on sait, en effet, que les juges de paix n'ont aucune influence sur l'esprit des paysans. D'ailleurs, en auraient-ils pu conserver après la révolution qui vient de s'accomplir ? Est-il bien nécessaire que des mains républicaines soient appelées à fonder la république ? Le *Courrier de la Gironde*, l'*Assemblée nationale*, qui reproduit son article, et le Club républicain pour la liberté des élections ne le pensent pas absolument.

On a parlé, ajoute le *Courrier*, de fraudes électorales sous la monarchie ; mais, il faut en convenir, il y avait loin de ces fraudes réelles ou prétendues à ce qui se prépare aujourd'hui. Comment trouvez-vous ce mot prétendues ? Ainsi le tripotage Drouillard n'était qu'une fraude prétendue, et si ce n'est celui-là, c'est son proche. On sait s'ils étaient rares. Prétendue soit ; car tout était prétendu sous l'ancien régime. La probité de Louis-Philippe ? prétendue. Celle de M. Guizot ? prétendue. La capacité de Cunin-Gridaine ? prétendue. L'indépendance des députés ? prétendue. Les fonds secrets ? prétendus. La Charte ? prétendue. M. Thiers, M. Barrot ? prétendus. Prétendu, tout cela n'était qu'un grand prétendu. J'incline même à croire que la révolution de février n'était plus qu'une prétendue révolution, et si cette assertion est contestable, j'en fais immédiatement une autre qui ne le paraîtra guère, à savoir : le *Courrier de la Gironde* n'est qu'un prétendu *Courrier de la Gironde*. Oui, cher journal, qui déguisez si peu vos regrets et vos sympathies dynastiques, vous avez beau dire, vous n'en imposerez à personne. Nul ne verra en vous le coryphée de l'opinion de la Gironde, si ce n'est peut-être le Club républicain pour la liberté des élections. Vous ne représentez qu'une secte, un petit parti qui vient japper à la porte lorsqu'il entend venir le maître. Nous ferez-vous croire que votre voix est celle du peuple ? Nous le connaissons ce peuple bordelais, plein d'une forte sève démocratique, qui n'a qu'un désir, celui de marcher avec ses frères de Paris et de Lyon, et de toutes les villes et de toutes les campagnes de France. Quoi que vous puissiez dire, l'union est désormais consommée. Tous les travailleurs de France marchent sous la même bannière et se tendent la main à travers l'espace. Sous cette légère couche de bourgeoisie égoïste, mercantile et cupide, que le gouvernement de juillet avait étendue sur le pays, se mourait une nation de 35 millions d'hommes. C'est cette nation qui vient de se révéler comme la foudre en déchirant l'enveloppe boueuse dont vous preniez plaisir à l'enserrer. De vous aujourd'hui elle n'a que faire ; vos petites insultes et vos coups d'épingle, elle les méprise, à condition que vous vous tiendrez à l'écart ; mais tous les insectes malfaisants et les roquets hargneux qu'elle rencontre sur son passage, elle a droit de les chasser ; non qu'elle les redoute, mais pour prévenir toute perte de temps et renverser d priori les vains obstacles que leur coalition réactionnaire pourrait lui susciter.

L'ARMÉE AU COMITÉ RÉVOLUTIONNAIRE.

Le Comité révolutionnaire a fait un appel à ses frères de l'armée que nous reproduisons.

Le Comité révolutionnaire, composé des délégués des clubs, des corporations d'ouvriers, de la garde nationale, à ses frères officiers, sous-officiers et soldats de l'armée.

Frères de l'armée,

La voix du peuple est la voix de Dieu; ses accents ont retenti dans vos rangs. Sûrs de nos sympathies fraternelles, vous nous demandez à venir siéger au foyer du républicanisme, au sein du Comité révolutionnaire, émanation vivante, active de la souveraineté du peuple.

Envoyez-nous vos délégués, nous les attendons!... Les ennemis de la République, dans leur aveuglement, osaient se flatter de nous déshonorer. La révolution du mépris a fait justice de leurs projets insensés, de leurs manœuvres clandestines.

Ils devaient échouer devant la loyauté, la franchise de nos frères de l'armée.

L'armée sort du peuple; enfants de la même famille, formons la phalange de la liberté, de l'égalité et de la fraternité, phalange invincible qui doit assurer le triomphe de notre sainte cause, la cause républicaine.

Soyez convaincus que si l'arbitraire, le favoritisme tentaient de fausser vos droits imprescriptibles, garantis par la République, nous ferions entendre la voix souveraine, la voix du peuple, et vos droits seraient sauvegardés: plus de privilège, plus de passe-droit.

Frères, comptez sur nous en toutes circonstances; comptez sur nous comme nous comptons sur vous, si les ennemis de l'extérieur songeaient à nous attaquer, si les ennemis de l'intérieur rêvaient un passé qui n'est plus, qui ne sera plus, qui ne peut plus être.

Salut, Fraternité, Dévouement.

Au nom du Comité révolutionnaire,

Hubert, président; Deplanque, vice-président; Delaire (Adrien), Thiéle, Longepied, Laugier, Gadon, Deleau, Lebreton, N. Lebon, Danse, Sobrier, Cabaigne.

Voici la réponse de l'armée.

Les sous-officiers au peuple de Paris.

Citoyens nos frères,

On vient de nous dire que vous vous occupez du sort de l'armée; que vous vous proposiez d'en faire une armée essentiellement jeune et républicaine. Merci, frères, pour elle, à qui vous ouvrez l'avenir. Vous avez été au-dessus de notre pensée la plus chère, de notre désir le plus ardent. Vous avez compris qu'il y a dans l'armée, dans les institutions qui la dirigent, des abus consacrés par une trop longue habitude et qui doivent être étouffés par la main du peuple souverain. Nous venons vous les signaler.

Le premier, le plus grave, et sans contredit le plus nuisible au triomphe des idées libérales, c'est le maintien dans le commandement des divisions départementales et régimentaires des députés *prichardistes*, de ces hommes qui ont prêté un concours aveugle au gouvernement déchu, qui l'ont aidé par leur vote et leur influence, qui l'aidèrent encore s'il était au pouvoir, et qui cependant crient *Vive la République!*

Chassez-les sans pitié: vous ne devez pas en avoir pour les ennemis de notre France bien-aimée.

Chassez ces hommes investis d'une certaine autorité dans l'administration de la guerre et dans leurs régiments dont le patriotisme est douteux, dont l'incapacité est reconnue. Pas de grâce pour ces partisans d'un système vicieux, inertes ennemis des idées nouvelles.

Faites en sorte que l'école de Saint-Cyr, pépinière de tous officiers, devienne accessible aux soldats intelligents et studieux. Exigez que chaque élève fasse son service dans un régiment pendant deux ans avant de pouvoir concourir, et créez dans chaque corps une école spécialement destinée à l'instruction des élèves officiers.

Il faut une discipline ferme mais paternelle; nous demandons que les cassations et les punitions soient prononcées par un conseil de famille fonctionnant journellement.

Voilà, frères, ce que nous devons demander; est-ce trop? Devons-nous espérer que cette révolution, faite par le peuple, servira à l'armée, qui est peuple aussi, elle.

Amis de l'ordre, nous attendons, et sans murmurer, votre décision. Les événements sont graves; certains esprits craignent peut-être qu'en touchant à l'institution qui régit l'armée, on lui ôte de sa force et de son unité. Qu'ils se rassurent; mille fois comptez sur le patriotisme du soldat-citoyen que sur l'énergie du chef impopulaire et incapable.

Nous finissons, frères, en vous assurant que notre concours vous est acquis; disposez de nous. Rappelez-vous que le sang qui circule dans nos veines et qui fait battre nos cœurs, que ce sang est à vous, à notre pays, à cette France qui la première a crié *Vive la République!*

Salut et fraternité.

— Nous extrayons d'une lettre particulière :

« Ouvrez le livre d'érou de la prison militaire de la rue du Cherche-Midi. A la date du 21 février 1844 et jours suivants, vous y trouverez les noms des républicains du 70^e régiment de ligne. Quelques-uns d'entre nous sont libérés du service, ceux-là ne demandent rien; d'autres sont morts victimes du climat d'Afrique; d'autres souffrent encore: c'est à ceux-là que je veux qu'on s'intéresse. J'ignore à quel corps ils appartiennent; mais avec du bon vouloir on peut le savoir et les mettre en liberté. »

Et nous aussi nous réclamons pour ces martyrs du républicanisme! Que justice leur soit enfin rendue! Qu'on répare tout le mal qui leur a été fait; que la patrie les récompense!

GUERRE A LA RÉACTION.

On lit dans la *Réforme* :

« La réaction devient audacieuse dans la 2^e compagnie du 4^e bataillon de la 12^e légion. Le citoyen Adam, condamné politique, était porté au grade de capitaine en 1^{er} en concurrence de monsieur Dessouches, décoré par Louis-Philippe au mois de janvier 1848. Le candi-

dat républicain ayant échoué, le triomphe du crucifié de Louis-Philippe a été salué par le cri de : *Vive le roi!*

« Le fait que nous venons de transcrire textuellement paraît incroyable, et nous ne l'avons publié que sur la foi de trois citoyens de la 12^e légion, qui ont signé la déclaration. »

Nous engageons les royalistes à se tenir tranquilles et à l'écart. Mais s'ils désiraient en venir encore aux mains avec les républicains, qu'ils sachent que nous acceptons la bataille, que nous sommes prêts, organisés et disposés à leur donner une nouvelle leçon si les premières ne suffisent pas.

REMANIEMENT DANS LES BUREAUX DES MINISTÈRES.

On nous assure qu'un grand travail, relatif à la réorganisation générale des bureaux du ministère de la guerre, vient d'être arrêté entre M. Arago et son sous-secrétaire d'Etat, M. le lieutenant-colonel de Charras.

Un autre travail aurait été également préparé d'après lequel une vingtaine d'officiers généraux appartenant au cadre de réserve seraient mis à la retraite.

Il paraît, du reste, que c'est précisément pour échapper à la responsabilité de cette dernière mesure, dont on lui avait fait une condition absolue, que M. le général Cavaignac a cru devoir refuser le portefeuille de la guerre.

On lit dans l'*Atelier*, organe spécial des ouvriers :

« Les manifestations égoïstes. »

« Nous, ouvriers, nous protestons de toute notre énergie contre la tendance très-malheureuse de certaines catégories de travailleurs qui exigent le renvoi de tous les étrangers qui leur font concurrence. »

« Avant-hier, dimanche, une députation est allée à l'hôtel de ville pour demander le renvoi immédiat de tous les travailleurs savoisians, et M. Barthélemy-Saint-Hilaire, qui les a reçus au nom du Gouvernement, a eu la faiblesse, pour ne pas dire plus, de reconnaître la légitimité de ces brutales et égoïstes réclamations. »

« Certes, nous souffrons autant que quiconque du manque de travail et du trop grand nombre de bras; mais mieux vaut souffrir encore quelque temps que de compromettre notre belle révolution par des expulsions qui font mentir notre devise. Il faut que ces ignobles sentiments soient refoulés. »

« Quoi! tandis qu'un grand nombre d'ouvriers, gagnant à peine leur vie, s'imposent des privations afin d'offrir au Gouvernement le prix d'une ou de plusieurs journées de travail, d'autres ouvriers viendront faire tâche au tableau, les uns par de sauvages demandes d'expulsion, les autres par des exigences non moins brutales, non moins compromettantes? »

« En vérité, à voir toutes ces exigences immodérées et grossièrement égoïstes, il semble que ceux qui les font ne croient pas à la durée de la République, et qu'ils se disent : « Profitons du moment; ce qui sera gagné sera gagné. » C'est là une pensée misérable et qu'il faut combattre à outrance partout où elle se produit. Qui ne sait pas attendre et souffrir, dans les circonstances si graves où nous sommes, n'est pas digne du titre de républicain. »

« Reconnaissons cependant, à notre honneur commun, que la masse de la population ouvrière partage nos sentiments, et que les malheureuses manifestations contre lesquelles nous protestons ne sont le fait que d'une très-faible minorité parmi laquelle on compterait assurément très-peu d'hommes qui aient risqué leur vie sur les barricades. Les hommes des barricades, ils l'ont, Dieu merci, suffisamment prouvé, sont généreux jusqu'à la mort. »

L'*Union* contient l'article suivant sur un choix qu'il appelle *inattendu* :

« Le Gouvernement provisoire est quelquefois indignement trompé. Heureusement que les nominations qu'il fait chaque jour ne sont pas inamovibles, et qu'il est tout disposé à révoquer celles arrachées par l'intrigue ou dues à la préoccupation du moment. »

« Sans aucun doute, il a fait un grand acte de justice en renvoyant bien vite à ses pénates le directeur-général des forêts, M. Legrand (de l'Oise); mais on a surpris sa religion en le remplaçant par M. Jean-Baptiste-Joseph-Théodore d'Houdouart, aujourd'hui Houdouart tout court. »

« Ce choix inattendu est uniquement dû au génie anti-forestier de ce fervent propagateur et exécuteur des hautes œuvres du régime allemand, qu'il a si lâchement appliqué dans toute sa rigueur à la riche forêt de Tronçais, désastre déplorable et des plus regrettables, qu'il ose aujourd'hui présenter comme un trophée pour se maintenir au pouvoir, ignorant probablement, dans son aveuglement, que les coupes sombres, les coupes par éclaircies, etc., si chéries de Louis-Philippe, ont eu leur part dans l'établissement de la République, enfin sont condamnées à jamais, comme destructives du sol boisé de la France. C'est dans cette position des choses qu'on appelle à régir les forêts françaises un écolier de Nancy, Allemand pur sang; c'est donc pour répandre et accréditer les plus funestes doctrines en sylviculture? Voilà en résumé ce que les forestiers pratiques ne peuvent comprendre, surtout lorsqu'ils pensent qu'il n'a jamais été si urgent de sauvegarder, au contraire, le peu de bois qui nous restent des hordes des coupes à l'allemande, qui ne peuvent, au surplus, convenir aux essences feuillues dont notre sol est composé pour les dix-neuf vingtièmes au moins. Au reste, il faut voir dans les forêts de l'Etat et de la liste civile les dévastations irréparables causées par les utopies d'outre-Rhin! »

Nous recevons la lettre suivante :

« Monsieur le rédacteur, »

« La lettre ci-dessous est une réponse à la demande adressée au ministre de la guerre par le général Changarnier, demande que le *National* a reproduite dans sa feuille du 12 mars. »

Je vous prie d'insérer cette lettre dans votre estimable journal.

Un capitaine en retraite.

A M. le général Changarnier.

Général,

Je viens de lire dans le *National* votre lettre du 3 mars au ministre de la guerre, par laquelle vous sollicitez le commandement de la frontière la plus menacée, afin d'utiliser votre dévouement à la France.

Ancien soldat de l'armée d'Afrique, je ne devais pas être surpris de la modeste énumération de vos titres à cette haute préférence. Cependant il y a quelque chose de si nouveau dans la forme de votre demande, tant de confiance dans la supériorité de votre mérite que, sans le vouloir, il m'est revenu une foule de souvenirs qui ne me semblent pas justifier complètement vos prétentions.

L'amour de la gloire est la passion des grandes âmes; mais c'est surtout à l'entrée dans l'âge viril que cette passion se manifeste avec la plus vive énergie. Vous auriez pu prendre part aux grandes luttes de l'Empire et avoir de 6 à 8 ans de service en 1814. Cependant, général, votre début dans la carrière date, si je ne trompe, de la formation des gardes du corps de Louis XVIII, alors que toute chance de guerre semblait indéfiniment ajournée.

Enivré par le prodigieux avancement que vous avez obtenu en quelques années, vous ne voyez dans votre merveilleuse fortune que la juste récompense due au mérite. Mais ceux qui se rappellent que vous avez été nommé lieutenant-colonel pour avoir, au cri de *Vive le roi*, formé en carré votre bataillon protégé par un cercle de tirailleurs en bon ordre, ceux-là ne partagent pas toutes vos illusions.

Vous n'avez jamais commandé un corps de six mille hommes, et vous vous vantez de votre habitude à *manier des troupes, de la confiance qu'elles vous accordent*, avec un aplomb que Hoche, Kléber, Desaix, Masséna n'auraient pas compris.

Pour vaincre, la volonté ne suffit pas. Souvenez-vous, général, du ravitaillement de Miliana (octobre 1840). Vous commandiez en chef une colonne de quatre mille baïonnettes environ. Miliana reçut des vivres et du renfort; mais votre colonne fut ramenée à coups de fusil jusqu'aux portes de Blidah. Et cependant vous aviez fait un assez fréquent usage de votre artillerie contre des bandes mal organisées. Si vous avez pris cela pour une victoire, moi, qui faisais partie de la colonne, je n'ai reconnu dans cette circonstance qu'une dérogation à votre habitude de vaincre.

Si, après le départ du prince gouverneur dont vous étiez le lieutenant, vous aviez sollicité le commandement d'une division d'avant-garde, du poste le plus périlleux, bon nombre de citoyens auraient applaudi à votre *chevaleresque* empressement... Mais le commandement d'une armée de cent cinquante mille hommes, du rempart de la République!... Espérons que le Gouvernement provisoire avisera quand il en sera temps.

Les Autrichiens, les Prussiens et les Russes ne sont pas plus braves que les Arabes; mais ils sont parfaitement organisés. Pour les vaincre, il faut plus que de l'ambition et de la volonté, car la guerre en Europe ne ressemble en rien aux *razias* d'Afrique.

Salut et fraternité.

Un capitaine d'infanterie légère, actuellement en retraite.

Le *Spectateur de Dijon* est un petit satellite de l'*Univers*; c'est le journal de la religion, ce qui ne veut pas précisément dire qu'il est toujours religieux. Il prend pour épigraphe les deux sentences que voici : *La religion a besoin de la liberté; la liberté a besoin de la religion.* Comprenez-vous?

Cela veut dire, ce me semble, que la liberté ne saurait se passer d'eau bénite et de sacristains thuriféraires. Joignez à cela un certain nombre de mandements, les dominicains du citoyen Lacordaire, quelques évêques et le *Spectateur de Dijon*, vous aurez la statistique complète des besoins de la liberté. Ce qui revient à dire : « Hors de l'Eglise, point de salut. » Voyez plutôt ce qui suit :

« Ainsi, l'école socialiste anti-chrétienne, celle qui nie le dogme de la chute originelle et la sanctification des souffrances par le dévouement et la charité, celle qui blâme la mortification et prêche le sensualisme, cette école, semblable au tentateur qui portait le Sauveur sur une grande hauteur et ne lui offrait l'empire du monde que pour le voir se prosterner à ses pieds, cette école méprise le genre humain et voudrait le voir se livrer aux passions, car une nation corrompue est bien plus vite asservie. »

A la bonne heure! Voilà ce qui s'appelle rompre la glace. Nous aimons ceux qui parlent franchement. Ainsi au dix-neuvième siècle, après la révolution de 1848, il se trouve encore à Dijon des gens assez avancés pour dire que toute société doit s'édifier sur le dogme du péché originel, *risum teneatis*, de profonds philosophes qui ne voient rien au delà de la charité. Traduisez ce mot et voici ce que vous trouverez : la pérennité du paupérisme, un chancre social incurable, des hospices et l'aumône. Et c'est là votre religion? Et vous prétendez que la liberté a besoin de cette religion? Encore une fois, merci du commentaire que vous avez donné à votre épigraphe. Pour nous qui estimons qu'il n'y a plus d'aumône, plus de charité, mais bien le droit et la solidarité; pour nous qui repoussons cette stupide croyance à la faute avant l'acte, nous poursuivons la réhabilitation de l'homme. Reconnue en principe, nous la ferons descendre dans le domaine des faits; ce n'est pas pour asservir l'homme par la corruption et l'abrutissement que nous avons fait la révolution de 1848. Nous laissons ces moyens aux jésuites.

Quant à vous, *Spectateur*, si vous n'avez pas de meilleures notions à substituer à celles que nous avons déjà, bonnes ou mauvaises, nous vous donnons le charitable conseil de vous abstenir de toute critique.

ÉLECTIONS.

Garde nationale.

Les élections de la garde nationale sont à peu près terminées; et leur résultat n'est point aussi fâcheux qu'on aurait pu le craindre, en face d'une première épreuve où le temps a souvent manqué aux candidatures.

On se connaît mieux aux élections prochaines; on aura surtout l'expérience des fausses mesures qui

ont empêché une grande partie de la classe ouvrière de participer au scrutin. Ain-i, dans plusieurs arrondissements, des ouvriers, obligés d'attendre l'appel de leur nom pour déposer leur vote, ont préféré renoncer à leur droit que de perdre plusieurs journées de travail et le pain de leur famille; tandis qu'ailleurs, d'autres, plus heureux, étaient admis à voter sur la seule exhibition de leur carte, au fur et à mesure qu'ils se présentaient.

En dernier résultat, cependant, nous le répétons, les élections ne sont pas trop mauvaises. Kersausie n'a échoué que par suite d'un malentendu dans le 1^{er} arrondissement; et sur 16,000 votants il n'a manqué, dans le 6^e arrondissement, que 147 voix à Lagrange, combattu par un maire, ce qui n'est pas sans danger, même sous la République. Presque partout ailleurs des républicains de la veille l'ont emporté à une majorité immense. Si les départements ont fait comme Paris, nous en tirerons pour les élections du 25 avril un favorable augure, quels que soient les efforts et les menées de la réaction.

— On lit dans le *Salut public* :
« La Société des gens de lettres a été appelée à élire quatre de ses membres pour remplir ses honorables fonctions de capitaine d'état-major : MM. Frantz de Lienthart, de Calonne, Thoré et de Menciaux ont été élus.

« La candidature seule de M. Thoré a été vivement discutée. M. Thoré a très-souvent et tout dernièrement attaqué la Société des gens de lettres, dont il fait partie, dans sa considération morale. Aussi a-t-il paru surprenant à certains orateurs que M. Thoré vint demander le suffrage d'une assemblée dont il avait une telle opinion, lors même que cette élection, d'après les paroles mêmes du candidat, devrait être un baptême pour la Société.

« D'un autre côté, M. Thoré est un pur républicain, non pas de la veille ou de l'avant-veille, mais de longue date. C'était un acte politique demandé à la Société des gens de lettres. Aussi, mettant de côté toute rancune littéraire, la Société a nommé M. Thoré à la majorité absolue de 48 voix contre 47. »

Elections des colonels et lieutenants-colonels de la garde nationale.
PARIS.

LIEUTENANTS-COLONELS.			
	Vot.	Suf.	
2 ^e légion. — Bouillon.	11,778	9,052	
6 ^e — — Watrin.	15,441	8,489	
8 ^e — — Lebatard.	10,029	7,161	
BANLIEUE.			
COLONELS.			
1 ^{re} légion. — Cosnard.	9,451	6,873	
2 ^e — — D'Alton-Shée.	9,661	6,699	
3 ^e — — Desgranges.	9,851	5,820	
LIEUTENANTS-COLONELS.			
2 ^e légion. — Michel.			
3 ^e — — Pédoux.	8,809	6,293	
5 ^e — — Lamy.	4,853	2,752	

— Un arrêté du maire de Paris ordonne que les scrutins pour les élections de la garde nationale resteront ouverts pendant cinq heures du matin jusqu'à huit heures du soir, afin que les travailleurs puissent voter sans perdre leur journée.

On lit dans le *Moniteur* du soir :
M. Eugène L'Héritier, candidat à l'Assemblée nationale dans le département de l'Aisne, vient d'adresser la lettre suivante au rédacteur de la *Commune* :

« Monsieur le rédacteur,
« On me communique votre numéro du 3 de ce mois.
« Vous dites, monsieur, que j'ai siégé à la *Société des Amis du peuple*. C'est une erreur. J'ai seulement fait partie de la *Société des Droits de l'homme*.
« Vous dites que j'ai travaillé au journal *l'Epoque*, à côté de M. Cassagnac. C'est encore une erreur, monsieur. Je n'ai jamais écrit une ligne à *l'Epoque*, je n'ai jamais mis le pied dans ses bureaux, je ne connais point M. Cassagnac.
« Vous dites qu'on a attaqué franchement ma candidature. Malheureusement non, monsieur; c'est sourdement qu'on l'a attaquée, et un tel procédé ne sera pas plus de votre goût, j'en suis sûr, qu'il ne peut être du mien.

« Eugène L'HÉRITIER. »
— Nous n'avons reçu aucune lettre du citoyen L'Héritier. Quant aux attaques sourdes dont il se prétend l'objet, nous pouvons lui assurer qu'il n'y aura jamais rien que de très-manifeste dans notre manière de procéder. Au reste, puisqu'il désire des renseignements plus étendus, nous lui en donnerons.

A ce propos, nous recevons la note suivante :
« Le citoyen L'Héritier (de l'Ain), ancien officier d'artillerie, se présente aussi pour faire partie de l'Assemblée nationale. A cet effet, il prie ses électeurs de ne pas le confondre avec le citoyen Eugène L'Héritier (de Vervins). »

On nous communique la note suivante :
Une erreur d'impression s'est glissée dans notre numéro du 6 avril. Le citoyen Sauvage, ingénieur des mines, vient d'être nommé administrateur du séquestre des chemins de fer d'Orléans et du Centre, et non du chemin de Lyon. Il occupait dans cette dernière entreprise la position d'ingénieur en chef du matériel; mais comme ces fonctions étaient pour lui une véritable sinécure, vu sa complète ignorance de tout ce qui concerne les chemins de fer, il a pu les conserver tout en acceptant la direction du chemin d'Orléans.

Nous apprenons d'ailleurs que fort de ses opinions royalistes et anti-réformistes, qu'il a affichées jusqu'au 22 février dernier, il se porte comme candidat à l'Assemblée nationale dans les Ardennes. Nous ne savons si ses nombreux titres à la confiance publique le feront réussir devant les électeurs comme ils lui ont servi auprès des ministres des travaux publics et du commerce.

DONS PATRIOTIQUES.

Le 6 avril, le théâtre de la République a donné une représentation extraordinaire où pour la première

fois le peuple était admis gratuitement. Un citoyen proposa de faire une quête au profit des pauvres; aussitôt les citoyens Lecomte, décoré de juillet, Brière, Hubert, Lubin mirent à exécution cette idée généreuse, et la quête produisit

270	93
100	»
Total	
570	93

Cette somme a été versée entre les mains du préfet de police par le commissaire du quartier du Palais-National.

Pourquoi ne suivrait-on pas cet exemple à toutes les représentations et surtout à celle qui aura lieu demain au théâtre de la Nation (Opéra) ?...

TRAITS D'ÉLOQUENCE POPULAIRE.

« Quand l'étranger apprendra que le grand peuple de Paris s'est levé et que, d'une main puissante, il a pris tous les arbres de son boulevard et s'en est fait une poignée de verges pour chasser les incorrigibles, il ne viendra pas s'y frotter. »

Cet orateur est un ouvrier en bronze porteur d'une jambe de bois. Voici comment s'exprime un autre à propos des solliciteurs :

« Vous tous me semblez des chenilles qui veulent grimper sur l'arbre de la liberté pour en dévorer les feuilles. »

Les président et vice-président de la Commission de gouvernement pour les travailleurs invitent les fabricants de faïence du département de la Seine à s'entendre pour nommer trois délégués chargés de représenter leurs intérêts.

Actes officiels.
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Sur la proposition de la Commission de gouvernement pour les travailleurs,

Considérant que le principe inauguré par la République triomphante est le principe de la fraternité;

Que nous venons de combattre, de vaincre, au nom et pour le compte de l'humanité tout entière;

Que ce seul titre d'homme a quelque chose d'invincible et d'auguste que ne saurait effacer la différence des patries;

Que c'est d'ailleurs l'originalité glorieuse de la France, son génie, son devoir, de faire bénir par tous les peuples ses victoires, et, quand il le faut, ses douleurs mêmes;

Considérant que si elle nourrit en ce moment beaucoup d'étrangers, un nombre bien plus grand encore de nationaux vivent de leur travail en Angleterre, en Allemagne, en Suisse, en Amérique, sous les cieux les plus éloignés;

Que provoquer des représailles en repoussant loin de nous nos frères des autres pays serait une calamité en même temps qu'un déshonneur;

Le Gouvernement provisoire place sous la sauvegarde des travailleurs français les travailleurs étrangers qu'emploie la France, et il confie l'honneur de la République hospitalière à la générosité du peuple.

Paris, le 8 avril 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

Compte rendu des Clubs.
COMITÉ RÉVOLUTIONNAIRE

POUR LES ÉLECTIONS GÉNÉRALES.

Séance du 7 avril 1848. — Adoption du procès-verbal de la dernière séance.

Lecture d'une lettre du citoyen Hubert, président, qui prévient l'assemblée de la nécessité où il se trouve de s'absenter pendant une huitaine de jours.

Le citoyen Lebon fait connaître, dans une allocution patriotique, les motifs pour lesquels le citoyen Hubert s'absente.

On donne lecture des délégués envoyés dans les départements et dans l'armée.

Deux délégués des patriotes de Vendôme sont admis pour une communication. L'un d'eux prend la parole pour expliquer à l'assemblée le but de leur mission. Il demande l'appui du comité pour résister aux tendances rétrogrades qui se sont manifestées dans leur ville, et signale des actes d'une coupable réaction qui ont alarmé les patriotes de leur département. Le parti rétrograde est seul organisé à Vendôme; l'ancien sous-préfet est à la tête de la classe bourgeoise pour organiser un mouvement contre-révolutionnaire. Ils ont formé un club pour égarer l'esprit public.

Le citoyen Lebon dit qu'une démarche doit être faite par le Comité révolutionnaire. Il faut que dans les départements, il faut qu'à Paris, on sache bien que nous agissons de concert et sommes en mesure d'assurer le salut public.

Le citoyen Delaire appuie la motion, qui est adoptée à l'unanimité.

Le citoyen Lebreton fait quelques observations au sujet de la manifestation à faire à ce sujet.

Le citoyen Deplanque dit qu'il ne faut pas s'illusionner sur l'usage que nous devons faire de notre puissance. Il faut en user, mais aussi consulter l'état politique de la France pour agir suivant l'esprit des localités. Il faut employer la force morale avant la menace, parce que la menace doit suivre l'action : « Quelle est, dit-il, la ville qui oserait résister à notre manifestation ? Hier, nous avons dit à l'armée : « Nous briserons ou nous serons brisés. » Dans les mesures que nous allons prendre, nous ne devons pas perdre de vue les élections. Les 900 représentants seront 900 drapeaux qu'il faudra appuyer ou combattre. » Il engage la députation à se mettre en rapport avec le bureau pour faire tout ce qui sera nécessaire; mais il serait bon d'abord de faire une adresse, et comme le peuple est avec nous, il faut que nous soyons écoutés.

Un des membres de la députation dit que c'est une minorité qui mène l'esprit public à Vendôme. Ce sont des bourgeois qui rêvent la fédération; il faut faire une manifestation en faveur de l'unité française. C'est contre le citoyen Gouache, commissaire du Gouvernement, qu'une manifestation a été faite; c'est pour son maintien que nous devons en faire une.

L'assemblée décide qu'il va être rédigé à l'instant une adresse pour rappeler à leur devoir les habitants de Vendôme.

Le citoyen Deplanque ouvre la discussion sur les listes de candidats qui sont présentées au comité. Il dit que beaucoup de ces listes contiennent plus de noms qu'il n'en faut pour Paris, et demande si les clubs qui remettent par exemple des listes de cinquante noms ont l'intention que les candidats non admis à Paris soient présentés en province. Il fait observer que la mission du comité est d'appuyer et non de créer des candidatures.

Le citoyen Rabouan demande que le Comité ne s'occupe que des candidats qui seraient appuyés au moins par sept membres.

Le citoyen Chézelles présente quelques observations sur l'inconvénient des candidats, qu'il appelle cosmopolites, qui se présentent partout. Il fait remarquer qu'il y aurait un grave inconvénient à ce que les mêmes candidats soient nommés dans plusieurs collèges. Il conclut en demandant que le candidat qui se présentera dans un collège ne puisse être admis qu'en prenant l'engagement par écrit de ne pas se présenter dans un autre.

Le citoyen Delaire demande que l'on s'occupe d'abord des candidats présentés et revient sur la proposition déjà faite qu'ils ne soient admis que lorsqu'ils auront été appuyés par sept membres.

Le citoyen Deplanque répond qu'il y a trop de présentations, qu'il faut commencer par éliminer ceux qui ont le moins nos sympathies. Il dit que l'on pourrait admettre dès à présent sur la liste ceux qui sont présentés par plusieurs clubs, parce que ceux-là sont plus connus et offrent déjà une certaine garantie.

Le citoyen Longepied dit que le moment presse, qu'il faut abréger. Nous sommes les représentants des clubs, nous devons respecter leur opinion et faire connaître tous les noms qu'ils ont proposés. Maintenant peut-on s'occuper de tous? Non. Il faudrait donc les adopter par assis et levé, et lorsque nous irons dire à nos clubs : « Voici le résultat de ce que nous avons fait, voilà les noms qui ont eu la majorité, » nos clubs nous approuveront.

Le citoyen Thomassin appuie la proposition du citoyen Longepied et demande que chaque club ajoute les renseignements à la liste de ses candidats.

Le citoyen Deplanque dit que pour abréger, il va mettre les propositions aux voix.

Le citoyen Lebon vient combattre la proposition de faire présenter les candidats par sept membres. Les mesures que l'on propose n'aboutiront à rien; les élections arriveront avant qu'on ait rien décidé. Si l'on n'agit pas promptement et immédiatement, nous serons débordés. Il propose donc que :

1^{re} Les différents clubs, corporations d'ouvriers, garde nationale mobile, dont les délégués composent le Comité révolutionnaire, soient invités à remettre leur liste de candidats pour l'Assemblée nationale au bureau dudit comité, qui se tiendra, à cet effet, en permanence jusqu'à lundi minuit;

2^e Le Comité révolutionnaire procédera immédiatement, par vote de scrutin, à la réduction à trente-quatre du nombre des candidats qui seront immédiatement admis.

Le citoyen Deplanque résume qu'il y a trois propositions et qu'il va les mettre aux voix.

Le citoyen Longepied demande que la proposition Lebon ait la priorité, comme étant la plus large.

Le citoyen Rabouan demande que la priorité soit accordée à la sienne, comme étant la première.

L'assemblée décide de voter en premier lieu sur celle du citoyen Lebon.

L'art. 1^{er} est mis aux voix et adopté.

Il est présenté un amendement à l'art. 2, auquel l'auteur se rallie, et fait une nouvelle rédaction ainsi conçue :

« Le Comité révolutionnaire réduira immédiatement, par vote au scrutin, à cinquante le nombre de candidats parmi lesquels il choisira les trente-quatre définitifs. »

Le deuxième paragraphe de la proposition du citoyen Lebon, ainsi amendé, est adopté.

La discussion s'engage pour savoir si on entendra les candidats avant le vote de la liste. Le citoyen Longepied fait observer que nous n'aurons pas le temps d'écouter tous les candidats. Le citoyen Emile Lambert croit qu'il faut concilier la justice et le respect qui sont dus aux candidats avec notre manière d'agir; on ne doit pas expulser sans entendre. Que ceux qui ne pourraient pas s'expliquer verbalement soient invités à envoyer des circulaires.

Le citoyen Lebon rappelle avec énergie à l'assemblée que ce qu'il y a de fâcheux, c'est qu'on oublie ce qui a été fait la veille. Hier on était convenu de former une liste de trente-quatre candidats et de les entendre si on avait le temps; on avait reconnu qu'il ne fallait pas attendre au dernier jour : « L'ennemi est à vos portes, dit-il, et vous ne faites rien. »

Le citoyen Deplanque rappelle que nous représentons environ cent clubs, cinquante corporations d'ouvriers, la garde nationale mobile et l'armée, et demande s'il serait possible d'entendre seulement une partie des candidats qui nous seront envoyés.

Le citoyen Rafarin demande qu'il soit établi des catégories d'ouvriers et de bourgeois qui formeraient chacun séparément une partie de la liste des trente-quatre noms.

Le citoyen Lambert donne lecture de l'adresse aux habitants de Vendôme, qui est adoptée par acclamation.

Le citoyen Chézelles développe la proposition qu'il a faite relative aux candidats; il démontre l'inconvénient qu'il y aurait à priver l'Assemblée nationale de plusieurs membres à cause des doubles élections. On a bien parlé, dit-il, de députés supplémentaires; mais dans de certaines localités ils seraient insuffisants, dans d'autres inutiles. Il demande ensuite s'il n'y aurait pas inconvénient et même danger à faire déraiser le peuple pour plusieurs élections quand on peut n'en faire qu'une, et si la nécessité de vivre ne retiendrait pas l'ouvrier loin du scrutin pendant que les hommes rétrogrades se rendraient tous à l'appel lorsque aurait lieu la deuxième élection.

Le citoyen Lambert combat la proposition en disant que ce serait enfreindre la loi et la liberté du vote; il ne croit pas au danger qu'on signale. Si les réactionnaires se comptent, le peuple fera comme eux, et il est

le plus nombreux; quant à son indifférence, les hommes rétrogrades auraient tort d'y compter, elle n'aura pas lieu.

Le citoyen Lebon appuie la proposition, en ce que les membres nommés à plusieurs endroits manqueront à leur poste. Il revient sur ce que l'on a dit relativement aux membres du Gouvernement provisoire: on s'abuse trop sur les hommes. Il apprécie avec autant de justice que qui que ce soit les membres du Gouvernement provisoire; mais en définitive ce sont des fonctionnaires, et il ne comprend pas qu'on veuille leur décerner des honneurs.

Après quelques observations du citoyen Chézelles, combattues par d'autres citoyens, la proposition est rejetée.

La séance est levée et renvoyée à demain deux heures précises.

L'ordre du jour appelle la suite de la présentation des listes de candidats.

Séance du 6 avril 1848. — Adoption du procès-verbal de la dernière séance.

Lecture est donnée de divers rapports et procès-verbaux des clubs:

Du Club républicain du Temple, qui envoie pour délégués les citoyens Lavalette, Theaure et Louis Moulin;

Du Club démocratique de Neuilly, qui a voté des remerciements au comité pour l'envoi d'exemplaires de la déclaration des Droits de l'homme, qu'ils ont adoptée à l'unanimité;

Du Club démocratique du quartier Montorgueil, qui a accepté la déclaration des Droits de l'homme à l'unanimité et constate le remplacement d'un de leurs délégués.

Le Club démocratique du 7^e arrondissement a accepté à la candidature pour la représentation nationale les citoyens Riglet, Raspail et Kersausie.

Le Comité central maçonnique, qui a nommé deux délégués, est invité à compléter sa liste de trois.

Le club des Jacobins a remplacé l'un de ses délégués. Il assure ses sympathies à ce comité, et marche en parfait accord avec lui.

Le club de l'Arc-de-Triomphe remplace deux de ses délégués.

Communication est donnée par le bureau de la liste de quinze nouveaux délégués envoyés dans les départements, et signale les départements suivants pour lesquels on manque de candidats à envoyer: Côtes-du-Nord, Dordogne, Indre, Landes, Lozère, Loire-et-Cher, Morbihan, Hautes-Pyrénées et Tarn-et-Garonne.

Un citoyen qui s'est présenté dès les premiers jours pour l'un de ces départements se plaint de n'avoir pas été admis.

Le citoyen Lebon, en réponse à cette réclamation, dit que si il y a cinquante ans nos pères ont fait beaucoup, c'est qu'ils avaient l'intelligence révolutionnaire: ils nommaient des comités, des commissions, et s'en rapportaient à eux. On peut très-bien être excellent citoyen, avoir l'estime et la considération d'une commission quoiqu'elle vous refuse une mission pour laquelle il faut des hommes spéciaux. Dans le choix des délégués on recherche les relations de famille, la profession, la langue, et quelquefois l'homme du plus grand mérite est insuffisant. Il ne faut donc pas rechercher des motifs où il n'y en a pas; il faut avant tout être hommes d'action et non des discoureurs.

Le club des Amis des noirs délègue au Comité révolutionnaire les citoyens Desgranges, Fouquier et Achille.

Le club de la Garde nationale mobile a délibéré:

1^o Sur la nécessité d'une intervention immédiate en Pologne;

2^o Que les conseils de discipline soient le résultat de l'élection et non du sort.

3^o Une dissertation remarquable a été faite sur la déclaration des Droits de l'homme.

4^o La question de l'entrée ou l'appel des troupes dans Paris a été discutée et remise pour le vote à la première séance.

Le procès-verbal de ce club se termine par un appel à l'aide du comité pour son organisation et sa propagande.

Le citoyen Lebon rappelle qu'à la séance précédente, un rapport très-remarquable a déjà été présenté par le club de la Garde nationale mobile et demande qu'il lui soit voté des remerciements; l'assemblée les vote par acclamation.

Le citoyen Deplanque communique que des officiers et sous-officiers de l'armée se sont présentés en si grand nombre à la commission, qu'ils peuvent réellement passer pour une délégation; il propose en conséquence, pour répondre aux demandes qui sont faites, de voter une adresse dont il donne lecture. Cette adresse est votée à l'unanimité.

Un citoyen demande que l'on désigne à l'armée le nombre de délégués qu'elle devra nous envoyer.

Le citoyen Deplanque répond que l'on fera pour l'armée ce qui a été fait pour la garde nationale mobile; il ajoute que nous devons être leur intermédiaire envers les autorités, et que si des difficultés s'élevaient au sujet de l'établissement des clubs, ce serait à nous d'aviser au moyen de les vaincre en nous adressant aux officiers supérieurs ou au ministre de la guerre.

Le citoyen Dérée, de la garde nationale mobile, remercie du concours qui leur est offert; il réitère le désir qu'a exprimé la garde nationale mobile d'être aidée de l'appui et des lumières du Comité. Il croit qu'ils ont été trompés lorsqu'ils ont nommé leurs officiers: ils sont des hommes, du peuple toujours confiants parce qu'ils sont loyaux; ils ont pu se laisser entraîner par des professions de foi trompeuses, et mettre à leur tête des hommes du privilège; mais avec l'appui du comité, il espère qu'il n'y aura bientôt parmi eux que de bons républicains.

Le citoyen Turmel rend compte de l'élection du 7^e arrondissement. Hier le parti démocratique a été victorieux parce que les ouvriers, en partie, étaient aux élections; aujourd'hui le parti réactionnaire a eu le dessus, parce que les ouvriers manquaient à leur poste. Il demande que le comité blâme ceux qui ont négligé leur devoir.

Le citoyen Laugier appuie la proposition. Si les ouvriers savaient s'entendre au lieu de s'isoler, ils décideraient tous les choix; il rappelle ce qu'il a fait dans sa compagnie pour assurer le succès des candidats démocratiques.

Le citoyen Deplanque signale ce qui s'est passé dans

la 8^e légion, où il n'a pas pu voter à cause de la mauvaise manière de procéder. On fait un appel et un contre-appel et ensuite on ferme le scrutin; il en résulte que celui qui arrive le premier, si son nom est appelé en dernier, perd une demi-journée à attendre son tour. Il demande que l'on invite le gouvernement à donner l'ordre de faire voter chacun son tour d'après l'arrivée de chacun; de cette manière l'ouvrier qui saurait qu'il y a peu de temps à attendre irait voter; ce qu'il ne peut pas toujours faire en perdant une journée.

Le citoyen Grégoire se plaint également du système adopté dans son arrondissement.

Dans la section des Quinze-Vingts, on a refusé de faire le contre-appel.

Les citoyens Boyer et Thomassin signalent la conduite du sieur Costin, maire de Montmartre, qui paye les ouvriers pour ne pas faire de propagande politique. Ils sont invités à formuler une plainte qui sera adressée au gouvernement pour provoquer sa destitution.

Le citoyen Lebreton dit qu'il faudrait indiquer un candidat en remplacement en même temps que l'on formerait la plainte. Il s'est trouvé dans trois cas analogues: le ministre a destitué sur sa plainte et promu le candidat qu'il a désigné.

Le citoyen Genillé se plaint que l'on procède sans régularité, qu'il y a de l'anarchie dans nos délibérations, et adresse des reproches au président sur la manière de diriger les débats.

Le citoyen Hubert répond qu'il a pris la présidence parce qu'il a été nommé par l'assemblée; qu'il fait de son mieux pour remplir son devoir et satisfaire tout le monde; que si la présidence lui était disputée, il la quitterait immédiatement.

L'assemblée entière se lève pour protester contre les reproches adressés à son président et lui manifester sa satisfaction.

Le citoyen Laugier dit que la motion qui vient d'élever l'incident est une motion de désordre, et demande l'ordre du jour, qui est adopté.

Le citoyen Turmel revient sur la proposition et demande qu'il soit posé des affiches pour blâmer ceux qui n'ont pas rempli leur devoir. Cette proposition étant adoptée, le citoyen Laugier en fait la rédaction.

Le citoyen Dérée se plaint de ce qu'il n'est pas donné suite dans leur bataillon aux protestations qui sont faites: il y a, selon lui, intelligence entre les chefs pour opprimer le soldat; il demande une enquête sur des faits de corruption sans obtenir de résultat.

Le citoyen Laugier dit que dans tout ce qui n'est pas régulier il faut protester, et qu'à défaut de justice le comité réclamera en faveur des opprimés.

Le citoyen Baillet fait des observations relatives à une protestation dans la 6^e légion au sujet des heures du scrutin. Il est combattu par le citoyen Turmel.

Le citoyen Hubert appelle la discussion sur la formule des questions à adresser aux candidats à la députation nationale.

Lecture est donnée, par un délégué du club de l'Union républicaine, d'un exposé de motifs de son club sur les professions de foi. Il conclut que sur les questions principales nous devons tous être d'accord, et quant aux questions de détail, il faut les laisser à l'appréciation des députés.

Diverses observations sont faites à ce sujet sans conclusions aucunes.

Le citoyen Lebon prend la parole avec énergie et réclame, au nom du salut public, que nous ayons l'intelligence de notre position. Nous n'avons encore rien fait, il nous reste tout à faire, ne perdons pas notre temps en vains discours; agissons, agissons vite et bien. Vous cherchez la formule d'un mandat impératif? N'avez-vous pas la déclaration des Droits de l'homme: elle a été faite il y a cinquante ans; elle est, comme la civilisation, sujette au progrès. Robespierre était l'homme de son époque; il est mort trop tôt pour l'humanité. S'il eût vécu quelques années de plus, nous devons croire qu'il eût fait davantage. Je propose donc que le mandat impératif se réduise à cette simple formule:

« Accepter, appliquer et développer la déclaration des Droits de l'homme présentée par Robespierre dans toutes ses conséquences démocratiques. »

Plusieurs colloques s'établissent, sans rien résumer, à la suite de cette proposition.

Le citoyen Deplanque prend la parole et s'indigne que nous ayons l'air d'avocats et non de révolutionnaires. La proposition du citoyen Lebon est simple et précise, dit-il; nous devons l'adopter.

Le citoyen Hubert met au voix la proposition, qui est adoptée à l'unanimité.

Le citoyen Palier demande que les séances soient prolongées.

Le citoyen Deplanque répond que nos séances seront assez longues si nous voulons agir et ne pas perdre le temps à des discours sans fin et souvent sans objet.

Le citoyen Laugier donne lecture de l'adresse qui sera affichée pour engager les ouvriers à remplir leurs devoirs électoraux, dont la rédaction est adoptée.

Le citoyen Turmel aurait voulu que l'on flétrisse ceux qui ont manqué à leur devoir. Le citoyen Laugier répond qu'il ne faut pas revenir sur le passé, mais engager pour l'avenir.

Les commissaires nommés pour faire un rapport sur le différend du club des Prévoyants en font un résumé à l'assemblée, duquel il résulte que ce club est composé d'hommes appartenant à trois partis différents qui se font la guerre entre eux, que par le fait il y a deux clubs différents. Une discussion assez vive s'établit entre les citoyens Danse et Grégoire, tant sur le rapport que sur des faits particuliers.

Le citoyen Lebon demande que l'on ne s'occupe plus de cette affaire, que seulement il soit exigé de nouveaux pouvoirs des délégués.

Cette motion, expliquée par le citoyen Deplanque, est adoptée, et il est convenu que de nouveaux pouvoirs devront être remis par les délégués des Prévoyants pour la deuxième séance s'ils veulent être admis au comité.

Cette question, qui a encore occupé une partie de la séance, est ainsi terminée.

La séance est levée à cinq heures et renvoyée à demain vendredi, à deux heures très-précises.

CLUB DE LA COMMUNE DE PARIS.

Séance du 7 avril. — Lecture et adoption du procès-verbal. Observation du président à propos de la dénomination du club. Un journal, le *Moniteur des Clubs*, existe déjà avec ce titre la *Commune de Paris*. On ne peut pas rendre ce journal responsable des délibérations d'un club, et l'on ne peut pas rendre un club responsable des opinions de ce journal. Or, sous ce titre partagé de *Commune de Paris*, on s'exposerait évidemment à une confusion de chaque jour, et le journal et le club seraient regardés par le public comme entièrement solidaires, ce qui n'est pas. Le citoyen président rend hommage, quant à lui, aux fondateurs et rédacteurs dudit journal, qui a toutes ses sympathies; mais il a cru devoir faire cette observation par mesure d'ordre; les citoyens présents apprécieront.

Un citoyen fait remarquer que si le journal en question doit être l'organe spécial du club, il serait bon que le club prit le nom du journal; cela rattacherait étroitement la discussion écrite de l'un à la discussion verbale de l'autre, ce qui donnerait plus de puissance à toutes les deux et serait loin d'être un mal. Si le journal et le club au contraire sont tout à fait distincts, s'ils n'ont aucun rapport plus direct que ceux qui existent aujourd'hui entre ce même journal et tous les autres clubs, c'est tant pis, — parce que la solidarité d'opinion entre hommes sincèrement convaincus d'un principe unique et universel n'est pas chose redoutable après tout, est plutôt un honneur, un effet de la fraternité, et n'offre assurément aucun danger; — mais dans ce cas on doit conserver intact au journal, le titre qu'il s'est acquis par droit de priorité et ne pas s'exposer peut-être à une juste réclamation de sa part.

Il est décidé par la majorité de passer à l'ordre du jour, et de remettre à la prochaine séance la délibération à ce sujet et le choix du nom définitif que devra porter le club.

On passe à la nomination d'un troisième vice-président, demandé par le bureau provisoire. On présente, on discute et on admet le citoyen Thoré à cette fonction.

Un délégué du club de l'*Émancipation des peuples* a une communication à faire. Le club de l'*Émancipation* a voté le rappel de l'armée à Paris, et demande l'adhésion et le concours des autres clubs. La discussion est remise à la prochaine séance; on accusera réception en attendant.

Lecture, discussion et adoption du règlement article par article. La séance est levée.

— Le club de l'*Émancipation des peuples* vient de constituer un comité, sous la dénomination de Comité central français de la libération et de la défense de la Pologne.

Centraliser tous les efforts des citoyens en faveur de cette noble cause en tout ce qui touche l'armement, organisation militaire et l'envoi des volontaires français, surveillance vigilante de l'action politique des ennemis de la Pologne, tel est le but du comité.

Le comité accueillera avec reconnaissance le concours actif de tous les citoyens.

L'adresse provisoire est, 39, Chaussée-d'Antin, le citoyen Victor Lopatta, secrétaire.

AVIS.

La troisième réunion du Club démocratique électoral de la Creuse aura lieu le lundi 10 avril, à huit heures du soir, au Palais-National, salle des Batailles. Les citoyens de la Creuse, résidant à Paris, sont invités à assister à cette réunion.

Étranger.

ANGLETERRE.

Les pressentiments les plus sombres s'emparent de tous les esprits qui jugent la situation avec sang-froid et impartialité.

Le gouvernement s'est définitivement arrêté au parti de défendre la procession chartiste indiquée pour le 10 avril.

« Lundi sera un jour fatal pour l'Angleterre, dit le *London telegraph*. »

On fait grand bruit des ouvriers qui se sont offerts comme constables spéciaux, et l'on omet de dire que ces ouvriers ont à la vérité déclaré qu'ils concourraient à la répression de tout désordre, mais qu'ils n'entraveraient pas les manifestations de l'opinion publique.

ALLEMAGNE.

Une lettre de Francfort, datée du 4 avril, renferme ce qui suit:

« Nous recevons de Russie une nouvelle capitale.

« Nicolas a consenti au rétablissement de la nationalité polonaise. Il place sur le trône du nouveau royaume son gendre, le duc de Leuchtenberg (le fils d'Eugène Beauharnais).

« La Pologne sera libre enfin; la France tient dans ses mains puissantes les destinées de l'Europe. »

— On lit dans la *Gazette de Vienne*:

« S. M. l'empereur a déchargé S. A. I. l'archiduc Albert, sur sa demande réitérée, du commandement général de l'armée autrichienne.

« Le conseil des ministres a adopté, dans sa séance d'hier, sous la présidence du comte Kolowrat, président du conseil, les mesures nécessaires pour la pacification du royaume lombardo-vénitien, pour la constitution définitive du cabinet et pour l'administration de la Bohême. »

— Par une ordonnance datée du 5 avril, le roi de Prusse prescrit les élections pour 113 représentants de Prusse au parlement allemand qui siégera à Francfort.

Des représentants seront également élus par la province de Posen, pour le cas où le parlement se prononcerait pour l'accession de cette province à l'Allemagne.

L'un des gérants, rédacteur en chef: CAHAIGNE.

Imprimerie Lacrampe et Fertiaux, rue Damiette, 2.